

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Bertrand BONNAMOUR

Il est exposé aux membres du conseil Municipal que lors de la mise en service de l'autoroute A40, en 1986, la traversée des agglomérations de Port, Nantua, les Neyrolles a été interdite aux poids lourds dont le poids est supérieur à 7,5 tonnes. Néanmoins, la signalisation étant incomplète sur les routes concernées, cette réglementation n'a jamais été appliquée.

Aussi la commune de Nantua, associée aux communes de Montréal-la-Cluse, Saint-Martin du Fresne et les Neyrolles, a initié le remplacement des arrêtés communaux par un arrêté conjoint. Il est précisé que la commune de Port n'a pas souhaité prendre part à la démarche.

Cette démarche a été coordonnée par les services de la sous-Préfecture de Nantua avec l'appui réglementaire et technique de la Direction Départementale des Territoires et du Conseil Départemental de l'Ain.

Il est précisé que les communes interviennent en tant que maître d'ouvrage des travaux et le Département de l'Ain en tant qu'exploitant des routes départementales impactées par la limitation de tonnage.

Il s'agit en effet de modifier le schéma directeur de la signalisation directionnelle pour y intégrer la limitation de tonnage sur les sections des routes départementales en agglomération.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Une convention est nécessaire pour définir les conditions administratives, financières et techniques de la réalisation de ces travaux.

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération y compris pour la partie de la compétence des communes. Ces dernières en assurent le financement.

Le coût global de l'opération est de 22 589,06 euros HT dont 2544,56 euros HT à la charge du Département le restant est réparti à quote-part égale de 4008,90 euros HT par commune.

Il est précisé que pour faciliter l'aboutissement de ce dossier, particulièrement important pour sa population, la commune de Nantua a accepté de prendre à sa charge la quote-part de la commune de Port.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

- **APPROUVE** la convention relative à la mise en place de la limitation de tonnage sur le bassin de Nantua, telle que jointe en annexe à la présente délibération
- **APPROUVE** le montant de la participation de la commune de Nantua fixé à 8017,80 euros HT
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte s'y rattachant

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

COMMUNES DE NANTUA, MONTREAL-LA-CLUSE, LES NEYROLLES et SAINT-MARTIN-DU-FRESNE

LIMITATION DE TONNAGE

CONVENTION relative à la mise en place d'une limitation de tonnage sur le bassin de Nantua

entre

- le **Département de l'Ain** représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ain agissant en application de la délibération de la Commission permanente en date du

et

- la **Commune de NANTUA** représentée par Monsieur le Maire en application de la délibération du Conseil municipal du

et

- la **Commune de MONTREAL-LA-CLUSE** représentée par Monsieur le Maire en application de la délibération du Conseil municipal du

et

- la **Commune des NEYROLLES** représentée par Monsieur le Maire en application de la délibération du Conseil municipal du

et

- la **Commune de SAINT-MARTIN-DU-FRESNE** représentée par Monsieur le Maire en application de la délibération du Conseil municipal du

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dès la mise en service de l'autoroute A40 (1986), la traversée des agglomérations de Port, Nantua et les Neyrolles a été interdite aux poids lourds dont le poids est supérieur à 7,5 tonnes. Néanmoins, la signalisation étant incomplète sur les routes concernées, cette réglementation n'a jamais été appliquée.

C'est la raison pour laquelle la commune de Nantua, en partenariat avec les communes de Montréal-la-Cluse, Saint-Martin-du-Fresne et Les Neyrolles, a initié le remplacement des arrêtés communaux par un arrêté conjoint commun. La commune de Port n'a pas souhaité prendre part à la démarche sans que l'arrêté de 1986 soit abrogé.

La démarche a été coordonnée par les services de la Sous-Préfecture de Nantua avec l'appui réglementaire et technique des services de la Direction départementales des territoires et du Conseil Départemental de l'Ain.

Il est précisé que :

Les **Communes** interviennent en tant que Maître d'Ouvrage des travaux.

Le **Département** de l'Ain intervient en tant qu'exploitant des routes départementales impactées par la limitation de tonnage.

Il est convenu :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives et techniques de réalisation des travaux décrits à l'article 2.

Elle durera tant que l'équipement réalisé par le Maître d'ouvrage restera en service.

Article 2 : Description de l'aménagement

La mise en place de la limitation de tonnage nécessite le remplacement de la signalisation directionnelle et de police. Le tableau ci-dessous décrit la signalisation concernée.

Ensemble 1 	Ensemble 6 	Ensemble 13 	Ensemble 18 	Ensemble 24
Ensemble 2 	Ensemble 7 à déposer Ensemble 8 	Ensemble 14 	Ensemble 19 	Ensemble 25
Ensemble 3 	Ensemble 9 	Ensemble 15 	Ensemble 20 	Ensemble 26
Ensemble 4 	Ensemble 10 Uniquement mât à remplacer Ensemble 11 	Ensemble 16 	Ensemble 21 	Ensemble 27 Existant Plan décor conforme Ensemble 28
Ensemble 5 	Ensemble 12 	Ensemble 17 	Ensemble 22 	
			Ensemble 23 	

Toute modification des ensembles de signalisation inscrit au schéma directeur départemental devra faire l'objet d'un accord préalable du **Département de l'Ain**, sous forme d'avenant.

Article 3 : Maîtrise d'ouvrage

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le

Berser
Levisuit

ID : 001-210102695-20240527-DR202434-DE

Le schéma directeur de signalisation directionnelle relève de la compétence

Les **Communes de NANTUA, MONTREAL-LA-CLUSE, LES NEYROLLES et SAINT-MARTIN-DU-FRESNE** sollicitent le Département de l'Ain pour modifier le schéma directeur départemental afin d'intégrer la limitation de tonnage sur le périmètre des sections de routes départementales situées en agglomération.

A cet égard, le **Département de l'Ain** porte la Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre du remplacement et de la mise en place de la signalisation de limitation de tonnage. Les **Communes de NANTUA, MONTREAL-LA-CLUSE, LES NEYROLLES et SAINT-MARTIN-DU-FRESNE** porteront le financement de l'opération, tel que défini dans les articles suivants.

Parallèlement, afin de maintenir des ensembles de signalisation homogènes, les services du Département assureront le remplacement des autres mentions.

Article 4 : Occupation du domaine public.

Les ensembles de signalisation créés et/ou modifiés seront intégrés de fait au domaine public du **Département de l'Ain** et intégrés à son schéma directeur de signalisation.

Article 5 : Charges d'investissement

Financement des panneaux portant la mention 7,5 tonnes :

Le financement de cette partie de l'opération d'investissement est assuré par les **Communes de NANTUA, MONTREAL-LA-CLUSE, LES NEYROLLES et SAINT-MARTIN-DU-FRESNE**.

Financement des autres panneaux qui font l'objet d'une actualisation de la signalisation directionnelle existante, des massifs en béton et de la mise en place :

Le financement de cette partie de l'opération d'investissement est assuré par le **DEPARTEMENT**.

A cet égard, le **Département de l'Ain** assurera une commande groupée sur son marché à accord-cadre dont le titulaire est SIGNAUX GIROD pour un montant de **22.589,06 € HT**.

à la charge du Département (pour information)	à la charge des communes
2.544,56 €	20.044,50 €

Calcul de la quote-part de chaque commune

Le montant de fourniture à la charge des communes est divisé par 5. La commune de PORT s'étant désengagée de l'opération, il a été convenu que la commune de NANTUA prenne à sa charge la quote-part initialement portée par la commune de PORT.

Le tableau ci-dessous précise les montants qui seront dus par chaque commune au Département :

NANTUA	8.017,80 €
LES NEYROLLES	4.008,90 €
MONTREAL-LA-CLUSE	4.008,90 €
PORT	0,00 €
SAINT-MARTIN-DU-FRESNE	4.008,90 €

Emission du titre de recette

Le versement de la participation financière des communes sera conditionné à la signalisation. Le **Département de l'Ain** émettra un titre de recette à répartition ci-dessus.

Chaque partie supporte la TVA et récupère le FCTVA sur son patrimoine.

Article 6 : Charges d'entretien et de fonctionnement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la limitation de tonnage sur les RD :

- RD 979 Agglomération de Montréal-la-Cluse (du PR 65+910 au PR 67+271) ;
- RD 984D Agglomération de Montréal-la-Cluse (du PR 0+000 au PR 2+174) ;
- RD 1084 Agglomération de Saint-Martin-du-Fresne (du PR 63+684 au PR 65+325) ;
- RD 1084 Agglomération de Port (du PR 67+274 au PR 68+253) ;
- RD 1084 Agglomération de Montréal-la-Cluse (du PR 68+253 au PR 68+797) ;
- RD 1084 Agglomération de La Cluse (du PR 68+797 au PR 69+139) ;
- RD 1084 Agglomération de Nantua (du PR 71+117 au PR 74+268) ;
- RD 1084B Agglomération de Nantua (du PR 0+000 au PR 0+586) ;
- RD 1084 Agglomération Les Neyrolles (du PR 74+268 au PR 75+270) ;

les charges de fonctionnement, d'exploitation et de maintenance sont réparties entre les collectivités de la façon suivantes :

6-1 Charges d'entretien assurées par les Communes :

La signalisation de police située dans les limites des agglomérations.

En outre, les **Communes** s'engagent à maintenir en bon état ces équipements afin de ne pas nuire au domaine public, à son entretien, à son exploitation et à la sécurité publique.

6-2 Charges d'entretien assurées par le Département de l'Ain :

Des panneaux de signalisation directionnelle du réseau routier départemental inscrits au schéma directeur (y compris de la mise en conformité), à l'exception de ceux qui sont la conséquence d'un choix esthétique particulier des Communes.

6-3 Garantie d'entretien :

En cas de défaut d'entretien qui pourrait porter atteinte à la sécurité publique, à la fluidité normale du trafic ou à la pérennité des ouvrages, le **Département de l'Ain** pourra après mise en demeure, se substituer aux Communes et faire exécuter aux frais de celles-ci, les travaux nécessaires au rétablissement des conditions de sécurité et de fluidité normale du trafic.

Article 7 : Prescriptions techniques

Le Maître d'ouvrage s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions techniques fixées ci-dessous et dans les fiches du guide d'entretien routier jointes à la présente convention.

Recommandations

Afin d'assurer une bonne lisibilité des aménagements (plateau et trottoir), il est vivement recommandé de les réaliser avec des matériaux qui contrastent visuellement avec ceux de la chaussée (cf. article 2.3 du Guide du CEREMA (**C**entre d'**E**tudes sur les **R**isques, l'**E**nvironnement, la **M**obilité et l'**A**ménagement) sur « L'aménagement d'une traversée d'agglomération »).

Obligations

Les dispositifs implantés sur route départementale devront être conformes aux guides thématiques du CEREMA relatifs aux aménagements projetés et en vigueur le cas échéant.

Dispositions spécifiques :

- Le projet d'arrêté – **annexe 2**
- Le plan validé est joint à la présente convention – **annexe 3**
- Les plans décors validés – **annexe 4**

Les déclarations de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) seront réalisées par les services du Département en charge de la création des massifs.

Dispositions générales :

La signalisation sera mise en place conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Les panneaux seront de gamme normale et de classe 2 (hors signalisation vélo). Leur implantation ne devra en aucun cas compromettre l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.

Normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR)

Le Maître d'ouvrage devra s'assurer que le projet est conforme aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics (Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006).

En cas d'impossibilité technique avérée à satisfaire aux prescriptions en vigueur au moment de la signature de la présente convention, notamment en raison de la topographie locale, le Maître d'ouvrage devra solliciter une dérogation auprès de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (Direction départementale des territoires de l'Ain, 23 rue Bourgmayeur - CS 90410 - 01012 BOURG EN BRESSE Cedex).

Cette réglementation s'applique uniquement **en agglomération** et concerne entre autres les cheminements piétonniers (hauteur sous panneaux supérieur à 2,30 mètres).

Article 8 : Contrôles

Les travaux d'installation de la signalisation verticale seront confiés à la Direction des mobilités du **Département de l'Ain** (Pôle Travaux en Régie Est).

La Direction des mobilités du **Département de l'Ain** (Pôle RSDP-Est) sera associée au lancement des travaux et **invitée à la première réunion de chantier**.

@/ rsdp-est@ain.fr

T/ 04.50.28.35.00

De plus, dans le cadre du suivi de la réalisation de ces travaux, le contrôle interne de leur exécution dans les règles de l'art sera réalisé par le pôle RSDP-Est. Ce dernier vérifiera la conformité de l'aménagement sur son domaine public (route + dépendances) sur la base des obligations réglementaires en vigueur et des fiches de son guide d'entretien routier.

A l'issue des travaux, un procès-verbal contradictoire garantissant la conformité de la signalisation à l'ensemble des prescriptions techniques détaillées dans l'article 7 de la présente convention sera signé par les parties concernées (cf. Annexe 1).

En cas de non-conformité, le Département prendra à sa charge la régularisation.

En cas de danger relatif à la sécurité routière et/ou à la conservation du patrimoine départemental, les travaux d'urgence nécessaires seront exécutés d'office par les services du Département.

Article 9 : Récolement des ouvrages

Le schéma directeur départemental de signalisation directionnelle se rapporte au patrimoine et politique routière du Département. Le cas échéant, il revient à chaque commune d'assurer la mise à jour de ses bases de données.

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le

Berger
Levisault

ID : 001-210102695-20240527-DR202434-DE

Article 10 : Responsabilité

Le Maître d'ouvrage est responsable vis-à-vis des tiers des dommages résultant de ces équipements, dans les limites de l'exercice de sa mission définie dans la présente convention.

Article 11 : Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises au Tribunal administratif de Lyon.

à Bourg-en-Bresse, le
le Président
du Conseil départemental de l'Ain,

à Nantua, le
le Maire



aux Neyrolles, le
le Maire

à Montréal-la-Cluse, le
le Maire

à Saint-Martin-du-Fresne, le
le Maire

L'objet de ce document, réalisé à l'issu d'une visite conjointe entre le maître d'ouvrage et le gestionnaire de la route départementale, est de vérifier la conformité de l'aménagement à la convention autorisant ces travaux.

1. Rappel du projet

Mise en place d'une limitation de tonnage sur le bassin de Nantua

Date de signature de la convention : -

Date de début des travaux : -

2. Conformité

Les travaux sont-ils conformes à la convention et ses annexes ?

☐ OUI

☐ NON

Si non, les principales adaptations réalisées en phase chantier :

• Sont-elles conformes aux règles de l'art ?

☐ OUI

☐ NON

• Les plans de récolement ont-ils été fournis ?

☐ OUI

☐ NON

3. Eventuels travaux complémentaires

3a. Travaux immédiats de mise en sécurité :

☐ OUI

☐ NON

Description : -

Date de réalisation : -

3b. Travaux de mise en conformité :

☐ OUI

☐ NON

Description : -

Date de réalisation : -

4. Remise de l'ouvrage

L'ouvrage réalisé est intégré au domaine public départemental à compter du : -

Pour le Département de l'Ain,

Nom :

Signature :

Pour la commune de Nantua,

Nom :

Signature :



Pour la commune des Neyrolles,

Nom :

Signature :

Pour la commune de Montréal-la-Cluse,

Nom :

Signature :

Pour la commune de Saint-Martin-du-Fresne,

Nom :

Signature :

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE PERMANENT CONJOINT

REGLEMENTANT LA CIRCULATION DES VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES
DE PLUS DE 7,5 TONNES EN TRANSIT SUR LES RD1084 - D984D - D979
DANS LA TRAVERSEE DES AGGLOMERATIONS DE NANTUA, LES NEYROLLES,
MONTREAL-LA-CLUSE ET SAINT-MARTIN-DU-FRESNE.

N° 12024/POLI-01

Le Maire de NANTUA,
Le Maire de LES NEYROLLES
Le Maire de MONTREAL-LA-CLUSE
Le Maire de SAINT-MARTIN-DU-FRESNE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2213-4 et L. 2213-6, portant sur les dispositions générales relatives aux pouvoirs du Maire en matière de police ;
VU l'article R. 810-5 du Code Pénal ;
VU le Code de la Voie Routière, notamment les articles L. 141-2 et L. 141-9 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles L. 411-1, R. 411-3, R. 411-17, R. 411-18, R. 411-25 et R. 411-26 ;
VU le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles L. 161-1 à L. 161-13 ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 complétant et modifiant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de circulation et de stationnement ;
VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
VU l'instruction interministérielle du 7 juin 1977 sur la signalisation routière, livre 1 ;
VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
VU l'arrêté permanent n°2019-01 portant réglementation permanente pour l'exploitation des chantiers courants sur les autoroutes concédées à APRR sur le département de l'Ain (hors réseau Coray) ;
VU l'arrêté préfectoral portant réglementation de police sur l'autoroute A40 dans le département de l'Ain en date du 27 janvier 2000 ;
VU les arrêtés portant renouvellement de l'autorisation d'exploitation du tunnel de Chamboise et des tunnels de Saint Germain et Châtillon sur A40 en date du 3 octobre 2019 ;
VU l'arrêté préfectoral n°2012-218-0018 portant approbation du plan de gestion du trafic de l'autoroute A40 St-Martin-du-Fresne - Bellegarde-sur-Vaisse ;
VU l'arrêté du 5 décembre 1988 interdisant la circulation des poids lourds de plus de 7,5 tonnes sur la RN84 dans la traversée de l'agglomération de Nantua ;
VU l'arrêté du 5 décembre 1988 interdisant la circulation des poids lourds de plus de 7,5 tonnes sur la RN84 dans la traversée de l'agglomération de Les Neyrolles ;
VU l'arrêté du 5 décembre 1988 interdisant la circulation des poids lourds de plus de 7,5 tonnes sur la RN84 dans la traversée de l'agglomération de Montréal-la-Cluse ;
VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'Ain, en date du 19/08/2023 ;
VU l'avis favorable du Directeur départemental des territoires, représentant Madame la Préfète, en date du 19/08/2023 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir la desserte locale des pôles économiques du canton de Nantua ;
CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre en compte la présence d'entreprises de transport sur le territoire des communes concernées ;
CONSIDÉRANT que les itinéraires susnommés sont ouverts à la circulation des transports exceptionnels ;
CONSIDÉRANT que les itinéraires susnommés supportent les itinéraires de substitution des autoroutes A40 et A404 ;
CONSIDÉRANT que les dispositions du présent arrêté étaient prévues dès 1988, date de mise en service de l'autoroute A40, section comprise entre Bourg-Sud et Sylans, mais jamais appliquées ;
CONSIDÉRANT que d'élargir le périmètre d'application de cette réglementation aux routes départementales n°979 et 884D est de nature à améliorer la sécurité des usagers et des riverains ;
CONSIDÉRANT que les risques d'accidents liés à l'importance du transit poids-lourds sur les axes considérés par rapport à la circulation des autres usagers, y compris les modes actifs, sont accrus ;
CONSIDÉRANT la politique volontariste des élus locaux pour sécuriser les traversées des agglomérations concernées et de préserver le cadre de vie et le patrimoine bâti bordant les infrastructures routières ;
CONSIDÉRANT que les aménagements réalisés pour apaiser la vitesse dans les traversées d'agglomération ne sont pas compatibles avec une circulation soutenue des poids-lourds ;

VILLE DE NANTUA - 17, rue de l'Hôtel de ville - BP n°35 - 01130 NANTUA Tél. 04 74752055
Fax 04 74 75 14 25 Site : <http://www.nantua-ville.fr> - Courriel : mairie@nantua.fr

CONSIDÉRANT que la géométrie élargie de la RD1084 au passage de La Cluse est aggravée par la composante hétérogène du trafic à cet endroit ;
CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réduire le gêne et d'assurer la sûreté, la sécurité et la tranquillité des usagers des routes susnommées ainsi que des riverains ;
CONSIDÉRANT que réglementer la circulation des poids-lourds en transit d'un poids total autorisé en charge supérieur à 7,5 tonnes est de nature à améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers des routes susnommées ainsi que des riverains ;
CONSIDÉRANT que les autoroutes A40 et A404 permettent la circulation des poids-lourds en transit sans allongement significatif de parcours ;
CONSIDÉRANT qu'il appartient aux Maires d'assurer, à l'intérieur des agglomérations, la police de circulation et la sécurité de l'ensemble des usagers ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1 :

La circulation des véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 7,5 tonnes est interdite sur toutes les voies de circulation situées dans les agglomérations, y compris sur les chemins ruraux et communaux situés hors agglomération des communes de Nantua, Les Neyrolles, Montréal-la-Cluse, Pont et Saint-Martin-du-Fresne.

Cette interdiction concerne notamment les sections de routes départementales suivantes :

- RD 979 Agglomération de Montréal-la-Cluse (ou PR 65-910 au PR 67-271) ;
- RD 884D Agglomération de Montréal-la-Cluse (ou PR 64-000 au PR 2-174) ;
- RD 1084 Agglomération de Saint-Martin-du-Fresne (ou PR 63-684 au PR 65-329) ;
- RD 1084 Agglomération de Montréal-la-Cluse (ou PR 66-253 au PR 68-707) ;
- RD 1084 Agglomération de La Cluse (ou PR 68-707 au PR 69-150) ;
- RD 1084 Agglomération de Nantua (ou PR 71-117 au PR 74-248) ;
- RD 1084B Agglomération de Nantua (ou PR 64-000 au PR 64-580) ;
- RD 1084 Agglomération Les Neyrolles (ou PR 74-268 au PR 75-270).

ARTICLE 2 :

Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules de desserte locale qui justifient d'un siège social ou d'un point de chargement ou de déchargement sur une des communes susnommées.

Les véhicules assurant une mission de service public, les véhicules de transports en commun, ainsi que les véhicules d'une hauteur supérieure à 4,40 mètres et les transports exceptionnels (comme définis par le code de la route) dûment autorisés par l'autorité compétente ne sont pas concernés par cette interdiction.

ARTICLE 3 :

Des dérogations à l'interdiction prévue à l'article 1 du présent arrêté, dites « dérogations exceptionnelles », peuvent être accordées. Elles prennent la forme d'un acte réglementaire temporaire de dérogation à l'interdiction de circulation (Arrêté municipal à portée individuelle). La demande devra être dûment motivée.

Cette dérogation exceptionnelle sera délivrée à titre précaire et révoquée 4 jours ouvrés minimum avant chaque passage et soumise à une taxe fixée par délibération des conseils municipaux. Elle pourra être retirée à tout moment si l'une des dispositions prévues par ladite dérogation n'est pas respectée ou lors du non-respect des dispositions générales relatives à la législation des véhicules affectés aux transports de marchandises.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera levé temporairement lors de l'activation du plan de gestion du trafic (PGT) de l'autoroute A40 sur ses sections comprises entre les communes de Pont d'Ain et Vaiseiron ainsi que lors d'événements nécessitant la fermeture de l'autoroute A404.

Sont concernées les fermures de l'A40 et l'A404 et la mise en place des itinéraires de substitution en réponse à une situation de crise ou aux travaux réalisés dans le cadre de l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier délivré à la société APRR.

ARTICLE 5 :

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - quatrième partie - signalisation de prescription - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation nécessaire pour la mise en application de cette réglementation sera à la charge des communes de Nantua, Les Neyrolles, Montréal-la-Cluse et Saint-Martin-du-Fresne.

VILLE DE NANTUA - 17, rue de l'Hôtel de ville - BP n°35 - 01130 NANTUA Tél. 04 74752055
Fax 04 74 75 14 25 Site : <http://www.nantua-ville.fr> - Courriel : mairie@nantua.fr

La pose et la maintenance de la signalisation fait l'objet d'une convention entre les communes et le Département de l'Ain.

La mise en place de la signalisation se fera sous le contrôle des gestionnaires de voirie, l'Agence routière et technique du Haut Bugey pour les routes départementales, la société d'autoroute APRR pour le Domaine public autoroutier concédé.

ARTICLE 6 :

Cet arrêté abroge toute réglementation antérieure liée à une limitation de tonnage sur les routes visées ci-dessus.

ARTICLE 7 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 :

Messieurs les Maires, Messieurs les Directeurs Généraux des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Nantua, Messieurs les responsables de la Police Municipale et Messieurs les Directeurs des Services Techniques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès des Maires de Nantua, Les Neyrolles, Montréal-la-Cluse et Saint-Martin-du-Fresne.

Conformément aux dispositions des articles R.421 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté sera publié à l'affichage et sur les sites internet des communes, ainsi qu'au recueil des actes administratifs.

Cette réglementation sera applicable à compter de la signature du présent arrêté et de la mise en place de la signalisation conforme à celui-ci.



Le Maire des Neyrolles

Le Maire de Montréal-la-Cluse

Le Maire de Saint-Martin-du-Fresne

Envoyé en préfecture le 07/06/2024

Reçu en préfecture le 07/06/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240527-DR202434-DE

VILLE DE NANTUA - 17, rue de l'Hôtel de ville - BP n°35 - 01130 NANTUA Tél. 04 74752055

Fax 04 74 75 14 25 Site : <http://www.nantua-ville.fr> - Courriel : mairie@nantua.fr





